



## COMMISSION PLENIERE 06/12/2019 – NOS QUESTIONS

### M. LE PREFET DE REGION P. DARTOUT.

**1/ Avez-vous fait le choix d'un arrêté dérogatoire, autorisant Alteo à rejeter ses effluents en mer après le 01/01/2020 malgré des paramètres non garantis. Une telle prise de position aurait un caractère tellement scandaleux de non-respect d'une décision de justice qu'UCL ne manquerait pas de dénoncer.**

#### **Pour rappel :**

- **Décisions à 3 reprises de** la Cour Administrative d'Appel de Marseille, pour le respect des normes, au 31/12/2019.
- En cours la demande de sursis à exécution des jugements déposée par Altéo qui sera jugée courant du premier semestre 2020 au mieux.
- **Traitement biologique :** les installations ne seront pas réalisées au 31/12/2019. Leur construction est en cours, elles ne devraient être opérationnelles en prévision que pour le 30/06/2020 ? On ne connaît pas d'ailleurs quelle filière biologique sera utilisée et donc si elle sera la mieux adaptée au problème.

**2/ Avez-vous volontairement omis de communiquer à la commission les éléments déposés par Alteo au Tribunal Administratif, examen en cours ?**

#### **A savoir :**

UCL, remet en copie les documents manquants. Nos conclusions ont été déposées à la CAA à la date imposée du 06/12/2019 par la Cour.

- Engagements pris suivant contrat **construction –exploitation** du 14/04/2019 désignant par Altéo l'entreprise Veolia.
  - o Non daté, enregistré à la CAA le 22/07/2019 prévoit essais et réception pour le 18/06/2020 :
    - Cela ne veut pas dire le début d'exploitation mais l'instant où l'on débloque les paiements.
  - o Ce n'est pas pour autant que l'on respectera les paramètres à date.
  - o La réception de ce type d'ouvrage nouveau pourrait prendre 1 minute comme 1 jour ou des années comme pour la centrale (4) ...
- Performances biologiques conformes aux décisions de la CAA en utilisation réelle pour fin juin 2020 ?
  - o Etes-vous certain des résultats autres que ceux attendus sur le papier lors des études ? Que ferez-vous en cas d'anomalies ?

- Suite à notre demande, l'Agence de l'Eau nous informe du versement d'une subvention de 2,293 M€, décision commission du 22/10/2019.
- La redevance pour toxicité aigüe est passé de 13 millions d'euros en 2012 à moins de 1 million actuellement. Un traitement de faveur sans effet sur les résultats financiers de l'entreprise.
  - o Si le dispositif venait à fonctionner ce qui n'est pas avéré il resterait 82 polluants toxiques et nocifs. (Communications par H. Augier enregistrée et déposée en préfecture).

**3/ QUID des garanties et cautions financières irrévocables** à mettre en place pour dépollution et démantèlement des sites, usine et décharge suivant estimation à dire d'experts. A. Montebourg ministre en 2014 annonçait 200 millions d'euros pour l'ensemble des sites (2).

L'inadéquation de la méthode de calcul, un montant à l'évidence insuffisant soit 7 335 000. € autorisation ICPE.

Le rapport des Commissaires aux Comptes précise qu'Altéo n'a pas de responsabilité mais un tiers. **Pouvez- vous nous apporter vos explications ?**

- Application de la règle du débiteur de remise en état des sites :
  - o Art. R 512-39-1 du Code de l'environnement.
  - o Jurisprudence du Conseil d'Etat :
    - 09/11/2015 n° 369236.
    - 13/11/2019 n° 416860.
- Provision dans les comptes sociaux de 7 335 000. Euros en application des normes ICPE, un montant insuffisant.
  - o Une évaluation à dire d'experts serait indiscutable.
  - o Alteo et ses conseils considèrent que cette charge ne leur incombe pas mais concerne les occupants/ exploitants précédents.
    - Qu'elles sont les garanties dont vous disposez ?

#### **4/ Dangerosité de la bauxaline.**

##### **4-a « propriété HP 14. »**

- Saisine UCL en date du 25/10/2019 normes de référence et de BBAE par M. et Mme Benita chimistes habitant de Bouc Bel Air, dossier complet.
- Nous contestons les conclusions des rapports INERIS.
  - o Nous demandons une expertise contradictoire des conclusions des rapports INERIS en tenant compte de nos remarques.
  - o Telle que stockée sur le site, la bauxaline est un « déchets dangereux non inertes. »
  - o La neutralisation avant les tests modifie la composition chimique de l'échantillon et les résultats ne sont absolument pas représentatif de ce qui se passe dans la réalité.
  - o Sans neutralisation préalable de l'échantillon la bauxaline est clairement écotoxique (voir les 2 rapports INERIS de 2012 et 2018).
  - o L'INERIS a donc orienté les résultats. Comment et pourquoi ?

- **En l'état que comptez-vous prendre comme décision, M. le préfet ?**

**4-b : Nous vous avons interrogé le 25/02/2019 en commission sur :** le retour cinglant de 2000 t. de bauxaline destiné à l'aciérie de CELSA par les Préfets des Landes et des Pyrénées Atlantique, arrêté inter-préfectoral n° 2019-62 du 25/01/2019 pour le chantier CELSA de Bayonne qui « interdit toute utilisation de la bauxaline déjà présente sur le site et retour à l'expéditeur du solde de la commande ».

Suit la réglementation française. Les portiques à l'entrée ont détecté de la radioactivité, que l'on ne retrouvait pas à Mange-Garri et depuis ? Il ne s'agissait pas d'échantillons manipulés pour les besoins de la cause, une tendance du 13 ?

La question écrite au Sénat n° 08266. Réponse JO du 20/12/2018 page 6542. Suit les explications, elle ne permet pas une utilisation en technique routière que les seuils d'acceptabilité du guide de réutilisation ne le permettent pas.

M. le Préfet continuez-vous à caractériser ce déchet comme inoffensif ? Prendrez-vous les mesures comme vos confrères où allez-vous persister contre toute logique de bon sens

**5/ L'examen des conditions et modalités d'achats du minerai de bauxite** en Guinée. Sujet qui a fait l'objet de nombreuses interpellations auprès des autorités qui sont restées vaines, de nombreux doutes subsistent :

Que comptez-vous entreprendre M. le préfet ?

- Contrat d'achats du minerai à long terme, repris à l'acte notarié.
  - o Lieu de paiement factures, comparaison tarif mondial du minerai.
  - o Saisine des organismes de contrôle une évidence.
- Rappel suivant PJ, le siège Halco Mining société mère de CBG Guinée à hauteur de 51 % réparti par tiers à RTA et deux actionnaires ainsi que 49 % à l'Etat Guinéen et ce depuis 1962 accord avec Pechiney et la France.
  - o Organisation en vertu des lois du paradis fiscal du Delaware (USA).

**6/Aides publiques** obtenues par les différents industriels impliquent en contrepartie la plus totale « **transparence** » est-ce le cas M. le Préfet ? Non.

- **Propriété des brevets** et des licences. Altéo 1 seul. 6000 chez RTA !!!

**7/ Comptes sociaux, des pertes chroniques,** conséquences légales :

- Respect du seuil de 50 % sur capitaux propres au 31/12/2019.
  - o Dépassement, Tribunal de Commerce déclaration mise sous tutelle.
  - o Retard de paiements, fournisseurs, amende de 182 000.00 euros, constatations DIRECCTE suite à enquête DGCCRF en violation de l'article L 441-6-1, al.11 et al 9 du code de commerce.
    - Pouvez-vous apporter des précisions sur les difficultés.



## **8/ Reconversion des sites, des études à réaliser avant de se prononcer :**

- « Abandon du rouge », arrêt du minéral, spécialisation supplémentaire vers les alumines de spécialités. Mise en œuvre d'un business plan.
  - o Objectifs conserver 200 emplois, mesures d'âges pour les départs.
  - o Décharge de Mange-Garri dépollution, extraction de terres rares ?
- Toutes les parties doivent se donner les moyens d'une continuation d'activité respectueuse de l'environnement, de la santé, de l'emploi.
- Les obligations découlant des deux Arrêts du Conseil d'Etat, 09/11/2015 et 13/11/2019 concernant la charge des coûts de dépollutions des sites.

### **A quoi sert réellement la CSS M. le Préfet ?**

Nous nous posons cette question, des représentants associatifs l'ont quitté. Un lieu d'écoutes aurait été un signe de respect mutuel en retour nous avons une utilisation abusive de l'expression démocratique et de débats tronqués.

Les réalités, une procédure administrative qui n'écoute rien et où la pensée unique des autorités est prépondérante, encore pire, dévoyée.

Agir avec l'obligation de reconversion du site apparaît comme la sagesse, à l'évidence, Gardanne ne pourra pas survivre en continuant ainsi.

La production et le développement des alumines de spécialités, gage d'avenir, importation de « la poudre blanche » couplé aux technologies de l'entreprise.

L'abandon du rouge, permet de satisfaire aussi l'environnement et la santé.

Des axes qui méritent que l'on s'y penche pour réussir la transformation.

Simiane Collongue le 02/12/2019

Michel Mazzoleni UCL.